



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n°68 du 5 décembre 2018

« Les gens qui ne sont rien » (Macron) postulent à être tout !

Acte IV, tous ensemble vers la grève générale contre Macron et le Medef

Après plus de trois semaines de mobilisation, Macron a cru faire un geste en annonçant par l'intermédiaire de son Premier ministre un moratoire de six mois sur la taxe carbone ainsi que sur les hausses des prix du gaz et de l'électricité. Puis il laisse entendre que, peut-être, il pourrait rétablir l'ISF. De nouveaux gestes de mépris en réalité qui font semblant de céder sans céder, ne répondent rien sur l'essentiel, les salaires, les retraites, les minima sociaux et confirment qu'il n'y aura pas le moindre coup de pouce pour le smic. Une provocation du forcené de l'Élysée qui, contraint de céder, essaye de retourner la situation en sa faveur.

Cela ne trompe personne, les réactions immédiates en témoignent. Aveuglé par sa suffisance, Macron pourrait bien dresser toute la population contre lui, œuvrer à l'élargissement, l'approfondissement du mouvement, sa généralisation à l'ensemble du monde du travail.

Les médias ont beau passer en boucle ou montrer en permanence les scènes de violence de samedi dernier, rien n'y fait. Bien au contraire même, involontairement, elles soulignent la responsabilité du pouvoir et de son ministre de l'intérieur, le prix du mépris, de leur violence, de la violence sociale, de la pauvreté qu'ils ne veulent pas voir tout attachés qu'ils sont à la classe des privilégiés.

Macron concentre aujourd'hui sur sa personne la colère et la rage, c'est plus que légitime tellement il est l'incarnation de l'hypocrisie des classes dominantes et de leurs serviteurs politiques employés à nous convaincre que nos sacrifices seraient indispensables pour la nation !

Mais Macron ne nous fait pas oublier Sarkozy, Hollande et leurs amis ou tous ceux qui, aujourd'hui, apportent leur soutien aux gilets jaunes pour mieux capitaliser le mécontentement... au fond des urnes et veulent prendre la relève, réclament la dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections. Ne nous faisons aucune illusion, ils ne feront pas mieux, plutôt pire pour les Marine Le Pen et autres droites extrêmes. Et tous n'ont qu'une seule préoccupation en tête, les élections européennes de 2019.

D'ailleurs, les six mois de débat national auquel Philippe a invité le pays, ce sont les six mois qui nous séparent de

ces élections, le temps pour Macron d'espérer regagner son électorat perdu...

Sa démission, que beaucoup réclament, serait certes une victoire morale mais, sur le fond, elle ne changerait rien car ses successeurs mèneront, comme lui, une politique qui répond aux besoins et intérêts des capitalistes, des riches, des classes dominantes.

C'est l'inverse qu'il faut faire, répondre aux besoins vitaux du plus grand nombre.

Les deux sont incompatibles.

Aujourd'hui, le capitalisme est à bout de souffle. La mondialisation financière a soumis toute la société à la logique de la rentabilité financière qui ne fonctionne qu'en aggravant les inégalités, en concentrant toujours plus de richesses entre les mains d'une minorité, en pillant les travailleurs et les peuples.

Il n'y a pas d'issue sans remettre en cause cette logique, c'est à dire sans remettre en cause la domination des capitalistes. Oui, c'est bien une révolution qui est nécessaire, c'est bien une révolution qui est en route. « *Les gens qui ne sont rien* », comme les désignait Macron, aspirent à être tout !

Ils n'ont pas le choix face au rouleau compresseur du capitalisme financier mondialisé.

La jeunesse ne s'y est pas trompée en entrant à son tour dans la lutte. C'est son avenir, sa vie qui est en jeu.

C'est au tour maintenant des salariés d'entrer dans la danse sur leur propre terrain de classe.

Depuis 2016 et la lutte contre la loi travail, ils ont mené de puissantes mobilisations qui ont, chacune, été étouffées par la politique des directions syndicales. Celles-ci sont soucieuses de reconnaissance et, pour cela, de se plier au dialogue social, ce jeu de dupe imposé par le patronat et le pouvoir. Le mouvement des gilets jaunes est d'une certaine façon la réponse à ces mobilisations trahies.

Les gilets jaunes ont eu bien raison de refuser de participer à la mascarade des consultations du premier ministre à laquelle les politiciens parlementaires se sont prêtés avec empressement avant de palabrer, aujourd'hui, à l'As-

semblée. Ce n'est pas dans les salons de Matignon que l'on peut obtenir satisfaction mais en affirmant sa dignité, son indépendance de classe en toute conscience et lucidité sur les rapports de force.

Les directions syndicales, y compris la CGT, ont tourné le dos aux gilets jaunes parce qu'elles ne veulent pas nuire à leur dialogue avec le pouvoir, leurs relations avec les élus et les institutions. Mais quel dialogue ? Des palabres qui marchandent les intérêts des travailleurs !

Elles craignent aussi que les travailleurs prennent, comme ils ont commencé à le faire au sein du mouvement, leurs affaires en main, s'organisent, se coordonnent, décident eux-mêmes démocratiquement de leurs actions, de leur lutte, échappent à leur contrôle.

Après les manifestations de samedi, le 14 décembre, la CGT appelle à une journée d'action sans même exprimer sa solidarité avec les gilets jaunes, ni appeler à la convergence. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est pourtant bien la convergence des colères, des grèves dispersées, le ras-

semblement de toutes les forces ouvrières et populaires posant leurs revendications, en premier lieu les salaires, les retraites, les minimas sociaux, le Smic. Aller vers la grève générale.

Bien des militants, des équipes militantes, des travailleurs ne s'y sont pas trompés en participant aux blocages, aux manifestations. La CGT et FO des Transports appellent à la grève illimitée à partir de dimanche.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'organisation démocratique du monde du travail, se donner les moyens de discuter de la suite, de prendre en main nos mobilisations, de les contrôler. Nous donner les moyens d'avoir une politique qui permette de préparer l'affrontement avec le pouvoir et les classes capitalistes, contre la droite et l'extrême droite, en tournant le dos à toutes les formes de nationalisme qui voudrait nous convaincre que tous les « Français » auraient des intérêts communs.

Non, les intérêts du Medef, de Macron et leurs amis, et les nôtres sont irréconciliables.